

CAP Finistère

Penn Ar Bed



L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

habilité à publier les annonces légales et judiciaires - ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1108

VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2015

Dispensé de timbrage BREST CTC

Servir les Français

La France doit répondre à l'urgence, faire des choix et ne pas se replier sur elle-même, a rappelé François Hollande, lors de sa conférence de presse le 7 septembre.

Comme il s'y était engagé lorsqu'il a été élu, François Hollande a rendu compte de son action et répondu aux questions de la presse, à l'occasion de sa sixième conférence de presse semestrielle.



Sixième conférence de presse

Depuis le début de l'année plus de 350 000 personnes ont fui leurs pays et traversé la Méditerranée. Le droit d'asile fait partie de l'âme de la France. Des générations de réfugiés sont venues en France pour fuir la guerre ou la dictature. Ils ont contribué à «faire France» selon l'expression du chef de l'État. Ce principe est inscrit dans notre constitution et dans les valeurs de l'Union européenne.

C'est pour cette raison que François Hollande propose, avec la chancelière allemande, un mécanisme permanent et obligatoire d'accueil des réfugiés. La France prendra sa part et accueillera 24 000 personnes sur les 120 000 qui viendront en Europe.

Mais la réponse à la crise doit être globale. Plus de 4 millions de réfugiés sont actuellement dans des camps en Turquie, au Liban ou en Jordanie. L'union européenne et la communauté internationale doivent aider ces pays. Il faut donc renforcer la politique de co-développement et ce sera l'objet du sommet qui se tiendra à La Valette, le 11 novembre prochain.

Quelles que soient leurs motivations, les réfugiés doivent être accueillis décemment et c'est la responsabilité de l'Union européenne de répondre avec humanité à leur détresse.

Les causes de l'exode des réfugiés sont connues : c'est la guerre et le terrorisme. La France est visée. Des tentatives d'attentats sont régulièrement déjouées. Le Plan Vigipirate est à son niveau le plus élevé pour protéger les Français. C'est depuis la Syrie que Daesh organise ces attentats. C'est la raison pour laquelle l'aviation française organisera des vols de reconnaissance et de renseignements au-dessus de la Syrie pour observer et anticiper les risques d'attentats contre notre territoire.

Les sondages sont contradictoires sur la question de l'accueil des réfugiés. Mais ce n'est pas sur la base de sondages que le président de la République et le gouvernement prennent leurs décisions sur une question aussi essentielle que l'accueil de réfugiés qui risquent leur vie pour fuir la barbarie. Les décisions sont prises en fonction de l'intérêt du pays, mais aussi en fonction des valeurs que défend le président de la République.

Élu pour relever les enjeux auxquels la France est confrontée, François Hollande fait des choix en fonction des intérêts du pays et du regard que porteront les générations futures sur son action et aucune autre considération. Il n'a qu'une seule préoccupation : servir les Français.

CAP
FINISTÈRE

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 10/09/2015



Stagiaires

Les stages ont souvent donné lieu à des abus. Le gouvernement s'est attaché à les encadrer. Depuis le 1^{er} septembre, l'indemnité minimale des stagiaires s'élève à 554 euros par mois, soit près de +10% en cette rentrée, près de +20% depuis décembre. Cette revalorisation est un nouveau signe de considération pour les stagiaires, qui s'inscrivent dans l'ensemble de mesures adoptées dans la loi sur les stages : indemnités non imposables, interdiction des stages de plus de six mois consécutifs au sein d'une même entreprise, temps de travail aligné sur celui des salariés de l'entreprise, bénéfice de tickets restaurant et de réductions transport quand elles existent dans l'entreprise... Ce sont là de réelles avancées pour les 1,2 million de jeunes, lycéens ou étudiants, qui, chaque année, bénéficient d'un premier contact avec le monde du travail.

PS29

Chiffre de la semaine

1 milliard d'euros

C'est le montant du fond d'investissements pour les collectivités locales qui sera présenté dans le projet de budget 2016.